

J.O n° 30 du 5 février 1993

**TEXTES GENERAUX**  
**MINISTERE DU COMMERCE EXTERIEUR**

Décret du 3 février 1993 relatif aux redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion dues par les titulaires des autorisations délivrées en application des articles L.33-1 et L.33-2 du code des postes et télécommunications

NOR: PTTR9200690D

Le Premier ministre,  
Sur le rapport du ministre du budget et du ministre des postes et télécommunications,  
Vu le code des postes et télécommunications;  
Vu la loi no 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, modifiée, et notamment son article 22;  
Vu la loi de finances no 86-1317 du 30 décembre 1986 modifiée, et notamment son article 45;  
Vu la loi de finances rectificative pour 1992 (no 92-1476 du 31 décembre 1992), et notamment son article 83,

Décète:

Art. 1er. - Les exploitants de réseaux radioélectriques ouverts au public, visés à l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications, sont assujettis au paiement d'une redevance de mise à disposition de fréquences radioélectriques et d'une redevance de gestion, dont les montants annuels sont précisés dans le cahier des charges annexé à l'autorisation délivrée par le ministre chargé des télécommunications, conformément aux dispositions de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications.

Art. 2. - Les utilisateurs de réseaux radioélectriques indépendants à usage privé autorisés au titre de l'article L.33-2 du code des postes et télécommunications, autres que ceux visés à l'article 4 du présent décret, sont assujettis au paiement d'une redevance de mise à disposition de fréquences radioélectriques et d'une redevance de gestion.

A. - La redevance de mise à disposition  
de fréquences radioélectriques

a) Cette redevance est due, à terme échu, par période d'un mois indivisible. La période d'exigibilité commence à la date de notification des caractéristiques techniques et va jusqu'à

la fin effective de mise à disposition de fréquences radioélectriques, constatée par l'utilisateur et l'administration.

b) Les liaisons établies entre deux stations radioélectriques donnent lieu à la perception d'une redevance annuelle calculée suivant le type de liaison et selon le barème suivant:

Tableau 1

.....

Vous pouvez consulter le tableau dans le JO no 0030 du 05/02/1993

.....

c) Les réseaux d'une portée exceptionnelle supérieure à 30 kilomètres donnent lieu à la perception d'une redevance calculée selon le barème suivant:

Tableau 2

.....

Vous pouvez consulter le tableau dans le JO no 0030 du 05/02/1993

.....

d) Les montants des redevances calculés aux b et c ci-dessus sont corrigés par un coefficient de dégressivité tenant compte du nombre de liaisons fixes ou mobiles, suivant le tableau ci-après:

Tableau 3

.....

Vous pouvez consulter le tableau dans le JO no 0030 du 05/02/1993

.....

- e) Les liaisons de télécommande utilisant un système d'accusé de réception, dont la durée de transmission ne dépasse pas trois secondes par heure, sont classées dans la catégorie des liaisons unidirectionnelles.
- f) Les utilisateurs d'équipements radioélectriques fonctionnant dans la bande 26,650-26,800 MHz, avec une puissance maximale de 3 watts, sont assujettis à une redevance annuelle fixée à 120 F par appareil.
- g) Les exploitants de systèmes de transmission de données, téléalarme, télémessure et télécommande, dont la puissance est inférieure ou égale à 100 milliwatts et utilisant des fréquences prédéterminées, sont assujettis à une redevance annuelle égale à la moitié de la redevance calculée à partir des tableaux 1 et 3 ci-dessus.  
Lorsque ces systèmes fonctionnent dans la bande de fréquences 223,5-225 MHz, réservée aux réseaux large bande, la redevance annuelle est de 2800 F par canal de 200 kHz.
- h) Les installations d'émission et de réception, dont la puissance à l'antenne est inférieure à 10 milliwatts, sont exonérées de cette redevance. i) Les liaisons à bande latérale unique (BLU) utilisant des fréquences inférieures à 26 MHz sont assujetties à une redevance annuelle de 2600 F pour chaque liaison unilatérale et de 5200 F pour chaque liaison bilatérale.
- j) Les liaisons fixes utilisant des fréquences supérieures à 1 GHz sont soumises à une redevance annuelle, par liaison, calculée en fonction de la largeur (L) de bande, selon le barème suivant:

Tableau 4

.....

Vous pouvez consulter le tableau dans le JO no 0030 du 05/02/1993

.....

Par exception, les liaisons fixes utilisant la bande 23,500-23,600 GHz donnent lieu au paiement d'une redevance annuelle par émission fixée comme suit:

- à 1200 F pour une voie téléphonique ou de transmission de données;
- à 1400 F pour une voie audio;
- à 2300 F pour une voie vidéo.

k) Pour les réseaux radioélectriques indépendants à usage privé utilisant la technique dite à <<ressources partagées>>, la redevance de mise à disposition de fréquences radioélectriques est calculée comme indiqué à l'article 3 du présent décret.

l) Les collectivités territoriales, lorsqu'elles exploitent elles-mêmes,

pour leurs besoins propres, un réseau radioélectrique à usage privé, bénéficient d'un abattement de 50 p. 100 de la redevance de mise à disposition de fréquences radioélectriques.

Les services d'aide médicale d'urgence des établissements publics hospitaliers et les services publics de secours et d'incendie sont exonérés de la redevance annuelle de mise à disposition de fréquences radioélectriques.

#### B. - La redevance de gestion

a) La redevance de gestion est due, à terme à échoir, par période indivisible d'un mois.

b) Les titulaires d'autorisation d'utilisation de réseaux radioélectriques indépendants à usage privé sont soumis à une redevance annuelle de gestion fixée à 125 F, par station d'émission, lorsque la puissance fournie à l'antenne est inférieure ou égale à un watt, et à 250 F lorsque cette puissance est supérieure à un watt.

Cette redevance bénéficie d'un abattement en fonction du nombre de stations susceptibles d'être présentées au contrôle dans un même lieu, conformément au tableau suivant:

Tableau 5

.....

Vous pouvez consulter le tableau dans le JO no 0030 du 05/02/1993

.....

c) Les titulaires des autorisations dont la durée est au plus égale à deux mois sont soumis à une redevance de 50 F par équipement et par semaine calendaire. L'abattement visé aub ne leur est pas applicable.

Art. 3. - Les exploitants de réseaux radioélectriques indépendants à usage partagé autorisés au titre de l'article L. 33-2 du code des postes et télécommunications, autres que ceux visés à l'article 4 du présent décret, sont assujettis au paiement d'une redevance de mise à disposition de fréquences radioélectriques et d'une redevance de gestion. Ces redevances sont dues par le titulaire de l'autorisation, pour l'ensemble des équipements radioélectriques du réseau et de ceux qui lui sont raccordés. Les conditions d'exigibilité sont précisées dans le cahier des charges annexé à l'autorisation.

A. - La redevance de mise à disposition  
de fréquences radioélectriques

La redevance pour un réseau radioélectrique à usage partagé est calculée en fonction du nombre total de liaisons terminales correspondant aux stations radioélectriques fixes et mobiles connectées au réseau. Le mode de calcul est le suivant:

a) Réseau monosite utilisant une voie radioélectrique:

Le montant de la redevance est calculée à partir du tableau suivant:

Tableau 6

.....  
Vous pouvez consulter le tableau dans le JO no 0030 du 05/02/1993  
.....

Le montant de la redevance est corrigé par le coefficient de dégressivité du tableau 3 de l'article 2 du présent décret.

b) Réseau monosite utilisant plusieurs voies radioélectriques:

Pour les réseaux utilisant la technique dite à <<ressources partagées>>, le calcul est effectué comme si le réseau ne comportait qu'une voie radioélectrique et le nombre de liaisons terminales est majoré de cinq unités par voie radioélectrique utilisée sur le site en sus de la première.

Dans les autres cas, le réseau est considéré comme constitué d'autant de réseaux monosites utilisant chacun une voie radio- électrique. Dans ce cas, les stations fixes et mobiles sont réparties également sur chaque voie radioélectrique et le calcul est effectué comme au a ci-dessus.

c) Réseaux multisites:

La redevance est calculée en prenant en compte pour chaque site le nombre de stations fixes et mobiles rattachées à ce site plus un nombre moyen de stations mobiles, proportionnellement au nombre de voies radioélectriques en service sur chaque site. Le montant de la redevance est calculé, ensuite, comme indiqué au a ou au b ci-dessus, selon le cas.

## B. - La redevance de gestion

Le montant de la redevance annuelle de gestion est calculé selon les modalités prévues pour les réseaux radioélectriques à usage privé, visées à l'article 2 du présent décret.

## C. - Réseaux autorisés après <<appel à candidatures>>

Les réseaux radioélectriques indépendants à usage partagé utilisant la technique dite <<à ressources partagées>> qui ont été autorisés à la suite d'un appel à candidatures et qui ne sont pas la transformation de réseaux radioélectriques indépendants déjà autorisés bénéficient d'une réduction des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion pour les quatre premières années, à compter de la date d'autorisation, dans les conditions suivantes:

- première année: 100p.100;
- deuxième année: 75p.100;
- troisième année: 50p.100;
- quatrième année: 25p.100.

Art. 4. - Les exploitants des réseaux radioélectriques indépendants utilisant des capacités satellite, autorisés au titre de l'article L. 33-2 du code des postes et télécommunications, qu'ils soient à usage privé ou à usage partagé, sont assujettis au paiement d'une redevance annuelle de gestion.

Cette redevance est due à terme échu, par période indivisible d'un mois, dans les conditions suivantes:

### 1. Réseaux de catégorie 1 et réseaux de catégorie 2

.....

Vous pouvez consulter le tableau dans le JO no 0030 du 05/02/1993

.....

Un réseau est classé en catégorie 1 si le nombre de stations du réseau implantées sur le territoire de la métropole et des départements d'outre-mer est au plus égal à cinq et si l'emplacement de ces stations est connu dès le dépôt de la demande d'autorisation.

Un réseau est classé en catégorie 2 lorsque le nombre de stations est supérieur à cinq. Le nombre de stations pris en compte pour le calcul de la redevance de frais de contrôle est

plafonné à 300.

Le nombre de stations pris en compte inclut la station maîtresse, lorsqu'elle est installée sur le territoire de la métropole et des départements d'outre-mer.

## 2. Réseaux <<mobiles par satellite>>

La redevance de gestion est fixée à 100000F par an.

Art. 5. - Les réseaux radioélectriques d'un type nouveau, expérimental ou à l'essai sont assujettis à des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion qui seront fixées par un arrêté conjoint du ministre chargé des télécommunications et du ministre chargé du budget.

Art. 6. - Le décret no 89-352 du 5 juin 1989 portant modification du régime des contributions relatives à l'autorisation d'établissement et d'exploitation de certaines installations de radiocommunications ouvertes à des tiers est abrogé.

Art. 7. - Le recouvrement et le contentieux des redevances visées au présent décret sont prévus au III de l'article 83 de la loi de finances rectificative pour 1992 (no 92-1476 du 31 décembre 1992).

Art. 8. - Le ministre du budget et le ministre des postes et télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 3 février 1993.

PIERRE BEREGOVOY  
Par le Premier ministre:

Le ministre des postes et télécommunications,  
EMILE ZUCCARELLI

Le ministre du budget,  
MARTIN MALVY

